

DÉBAT ÉCONOMIQUE ALGÉRIEN : LE FACTEUR INTERNATIONAL OCCULTÉ

lundi 26 mai 2014

par : Abdellatif Rebah

raina

le jeudi 22 mai 2014

Depuis de nombreuses années, le « débat » économique national est dédié pratiquement sans réserve à la cause de l'insertion internationale de l'économie algérienne et son corollaire fatal, l'obligation « impérieuse » d'adaptation des institutions, des structures, des mécanismes, des ressources humaines et bien entendu, des choix nationaux.

La problématique essentielle de la construction de l'appareil productif algérien capable de se hisser à la hauteur des défis technologiques et managériaux, que soulève justement l'insertion dans le marché mondial a été mise au rebut.

Le développement devient « le fruit promis d'une croissance spontanée transmise par le marché mondial et une spécialisation fondée sur les avantages comparatifs » [1]. La question de l'attractivité du cadre institutionnel en constitue la variable-clé.

Ayant, donc, décrété au préalable, que l'ancien ticket du développement n'a plus cours, notre élite économique s'est donnée pour nouvelle terre de mission, d'« ériger l'Algérie en segment compétitif dans la mondialisation », en attirant les IDE, en instaurant le libre échange, en adhérant à l'OMC, en privatisant.

Mais le mot « débat » garde les guillemets car il ne s'agit pas, en fait, d'une invitation à débattre de l'intérêt de cette insertion et encore moins de son bien fondé. La mondialisation n'est pas un choix mais une nécessité incontournable, rappelle-t-on avec insistance [2].

D'ailleurs, il n'est pas un jour qui ne nous offre à travers les médias, son lot de Cassandre qui nous dévoilent les malheurs qui attendent l'Algérie si elle ne bascule pas résolument et rapidement dans la mondialisation capitaliste. Experts, spécialistes et faiseurs d'opinion se relaient sans discontinuer sur les ondes, les écrans de télé et les colonnes de journaux, pour nous ouvrir les yeux sur les « fenêtres d'opportunité » qu'elle nous offre, pour nous prodiguer, chacun selon son angle d'attaque, industriel, commercial, financier, bancaire, pétrolier, entrepreneurial..., la bonne parole des libéralisations économiques, ses conseils, ses thérapies et surtout ses mises en garde.

Un même et unique couplet tourne en boucle, démultiplié ad nauseam : l'urgence d'adopter le mode opératoire requis sinon c'est la catastrophe.

On l'aura compris, c'est le comment qui mobilise la réflexion économique et non le pourquoi.

Il ne suffit pas d'ouvrir la porte pour que le capital étranger entre

Alors, comment sauter dans le train de la mondialisation puisque c'est de cela qu'il s'agit ? La recette est universelle. L'aptitude s'évalue en termes de capacité de créer le fameux « climat des affaires » approprié et défini par les indicateurs de la Banque Mondiale. Il ne tient donc qu'à nous de l'instaurer.

Du côté des investisseurs, quant à eux, pas de soucis. Ils « sont disposés à investir plus, pour peu que les obstacles soient levés et que des barrières nouvelles ne soient pas dressées » [3].

En forçant le trait, des investisseurs étrangers qui brûlent d'envie de nous industrialiser moyennant des leviers d'action qui dépendent de nous. Une équation idéale. C'est du moins ce qui ressort des affirmations de nos experts. Maître-mot, désormais, de tout lexique économique dans notre pays, le climat du « doing business » est donc devenu le sésame qui va nous ouvrir les perspectives de la croissance et du bien-être.

Comme s'il suffisait d'ouvrir la porte pour que le capital étranger entre.

Car, l'ennui justement est que, sur le terrain, rien ne vient corroborer ces certitudes. Au contraire, les exemples sont nombreux qui s'inscrivent en faux contre ces affirmations. Prenons les cas où l'attractivité du marché algérien n'est plus à démontrer. L'Algérie est le premier marché africain des produits agricoles français, un statut objectif de client stratégique de 1er plan mais qui ne s'est traduit par aucune construction d'usine, aucun investissement productif.

Autre illustration, le secteur automobile. De 1998 à 2013, l'importation de véhicules a coûté au pays un total d'environ 30 milliards de dollars, sans compter la pièce de rechange. Un marché prospère comme l'illustre notamment l'éclatante ascension du constructeur français Renault. Le chiffre des ventes dans notre pays de la marque au losange est passé de 1800 unités en 1998 à 113 644 unités en 2012, soit un facteur de multiplication de 63. Aujourd'hui, Renault détient 26 % de parts de marché en Algérie.

Un marché prospère des taux de croissance qui donnent le vertige mais sans retombées domestiques en termes d'emploi, de formation, de transfert de technologie, d'implantation industrielle. Aucun des constructeurs automobiles présents sur le marché algérien, plus d'une quarantaine, n'a jugé utile de prendre un engagement de nature industrielle.

Que dire du secteur pétrolier dont la prévisibilité et l'attractivité sont une évidence notoire. Dans la production pétrolière et gazière depuis plus d'un demi-siècle, pourquoi l'Algérie ne bénéficie-t-elle pas de la délocalisation d'un certain type de fabrication de biens d'équipement, alors qu'elle investit annuellement depuis des décennies une moyenne de 3 milliards de dollars ? Entre 2000 et 2013, l'Algérie a investi dans le secteur énergétique une enveloppe globale de près de 100 milliards de dollars. Des investissements appelés à croître encore. Le seul marché de la pièce de rechange industrielle de Sonatrach représente en moyenne 3 à 4 milliards de dollars d'importation par an.

Même constat à propos du marché du médicament qui a atteint le montant de 3 milliards de dollars en 2011. Les officines fleurissent mais pas les usines

Nos partenaires préfèrent le commerce aux IDE, pourquoi ? Parce que c'est un marché acquis !

En 35 ans, de 1978 à 2013, les parts de marché de nos fournisseurs traditionnels se sont remarquablement maintenues. En moyenne : entre 19% et 15% pour la France [4], entre 12% et 10% pour l'Italie, entre 5% et 9% pour l'Espagne, entre 6% et 4% pour les USA. Seuls faits nouveaux : l'Allemagne descend de 18% en 1978 à 5% en 2013. La Chine se hisse de 0,36% en 1978 à 12,4% en 2013. Les faits sont têtus. L'Algérie est une destination commerciale prisée mais pas une terre d'IDE.

Un quart de siècle après les premiers signaux concrets d'ouverture à l'investissement étranger émis par la loi sur la monnaie et le crédit de 1990, suivis d'une succession de Codes toujours plus soucieux, les uns que les autres, d'attractivité et de dispositions incitatives en faveur du capital étranger, celui-ci ne s'est guère précipité pour investir.

Des IDE qui arrivent au compte-gouttes mais dont l'effet de levier est, en revanche, particulièrement puissant.

Des milliards de dollars sont transférés à l'étranger par des sociétés qui n'investissent pas, s'indigne le PDG d'un cabinet de conseil, d'expertise en affaires et de lobbying Nord-Sud venture, [5] évoquant « une entreprise étrangère qui pour 1 milliard de dollars investis aurait transféré 7 milliards de dollars de bénéfices à l'étranger » [6].

L'expérience aura été très décevante pour ceux qui avaient investi bien des espoirs dans le recours aux IDE, notamment celui de la « diversification de l'économie ». _Le président du FCE, Réda Hamiani, résume la problématique : « les IDE n'ont pas manifesté un grand empressement à transférer leur savoir-faire, ni à s'inscrire dans une logique d'investissement structurant et encore moins à s'associer avec un partenaire local pour les accompagner dans leur aventure industrielle de prise de risque. Les IDE « n'ont pas apporté grand-chose à l'Algérie en matière de développement ».

Pourquoi les capitaux étrangers ne viennent-ils pas en Algérie ?

Pourtant, malgré ces travaux pratiques suffisamment instructifs, le sujet continue toujours de tracasser nombre d'experts de « la transition algérienne à l'économie de marché », nullement découragés. Pourquoi les capitaux étrangers, en particulier européens, ne viennent-ils pas en Algérie [7] ? Une interrogation, fort à propos, qui aurait pu ouvrir sur un débat fructueux et révélateur sur les réalités de l'économie mondiale et de ses caractéristiques essentielles, aujourd'hui.

Ce n'est pas cette voie qui a les faveurs de nos élites qui préfèrent imputer la cause de l'énigme de la pauvreté des IDE en Algérie à « une faible attractivité qui remet en cause l'efficacité des dispositifs d'encouragement ». L'attirail algérien, si on ose s'exprimer ainsi, ne serait pas convaincant.

Mais comment peut-il l'être quand les Firmes multinationales peuvent toujours trouver d'autres espaces dans lesquels les salaires sont plus bas, les incitations fiscales et financières plus excitantes, le marché plus grand, le droit de l'environnement moins contraignant, etc, etc.

Quand les firmes multinationales sont tout simplement à la recherche de la liberté totale, celle d'investir là où elles veulent, le temps qu'elles veulent, pour produire ce qu'elles veulent, en s'approvisionnant là où elles veulent, et en ayant à supporter le moins de contraintes possible en matière de droit du travail et de conventions sociales » [8].

Qui peut réussir dans ce benchmark effréné du plus attractif, impossible et improbable mais non sans retombées négatives pour l'Algérie.

Comme le fait remarquer le Professeur Rolande Borrelly, les politiques d'attractivité finissent par lamener les marges de manœuvre de la politique nationale.

Avec une politique industrielle réduite à des mesures d'amélioration du climat des affaires, fait-elle observer, l'Etat s'est privé des moyens d'orienter et de stimuler le développement industriel national ainsi que de promouvoir l'expansion des activités industrielles en rapport avec les besoins du marché intérieur et de l'emploi [9].

Nos partenaires occidentaux sont-ils vraiment intéressés par l'investissement productif hors hydrocarbures en Algérie ?

En revanche, la question des motivations réelles des investisseurs étrangers est curieusement absente des élaborations de nos experts. Ces motivations sont-elles réellement fonction de la qualité de l'attirail [10], du moins pour ce qui est de l'Algérie ?

Nos partenaires occidentaux qui dominant nos échanges commerciaux depuis près de quatre décennies sont-ils vraiment intéressés par l'investissement productif hors hydrocarbures en Algérie ? Rien n'est moins sûr.

En 1978 déjà, Jacques Attali écrivait dans Le Monde [11] ces lignes très instructives :

« Pour tout observateur un peu informé, la recherche effrénée de clients étrangers quels qu'en soient la forme et le lieu apparaît de plus en plus comme un processus d'autodestruction de l'industrie européenne : nos partenaires du 1/3 monde en effet, ne nous achètent plus que des usines et des technologies, c'est-à-dire les moyens industriels et commerciaux de nous concurrencer. Aussi, les exportations d'aujourd'hui, réduisent les exportations de demain et augmentent les importations d'après-demain ».

Alors chargé de mission à la Direction Générale française de l'Industrie, Christian Stoffaes publie cette même année 1978, un ouvrage intitulé précisément « La grande menace industrielle » [12] dans lequel, il écrit : « *S'il n'est guère contesté que le Tiers-Monde est destiné à s'industrialiser à plus ou moins longue échéance, la vraie question est de savoir à quel rythme et selon quelles modalités. C'est de la rapidité et de la forme de l'industrialisation du tiers monde que va dépendre la menace sur les industries occidentales. C'est cette industrialisation qui inquiète le plus les pays industrialisés et qui est à l'origine des réactions de défense qui se développent actuellement d'autant que ses succès en font un modèle de référence pour d'autres pays en développement tentés par cette forme d'industrialisation rapide.* » La vérité est que la perspective de voir un pays comme le notre disposer de richesses pétrolières et se doter en même temps d'une industrie digne de ce nom n'enthousiasme guère nos partenaires occidentaux et ils ne font rien pour lui permettre de se concrétiser. Bien au contraire.

Force est de le constater, autant la thématique des conditions à réunir pour une « insertion réussie » - attractivité, avantages comparatifs, changements institutionnels etc.- et des efforts et dispositifs à déployer dans ce but, est abondamment documentée, autant celle qui permettrait de comprendre la rationalité qui guide les arbitrages des investisseurs entre tel ou tel placement tel ou tel investissement, tel ou tel pays, en même temps que d'éclairer la réalité à laquelle nous devons nous intégrer et ce qu'elle implique de nouveaux mécanismes de dépendance et de domination, s'éclipse totalement [13] derrière le formulaire gestionnaire réducteur des « défis et opportunités » Une analyse précise des motivations qui commandent les choix d'implantation des investisseurs étrangers ne devrait-elle pas commencer par ce constat apparemment paradoxal. Aucun de nos « partenaires énergétiques » majeurs, en l'occurrence l'Espagne, la France et l'Italie, liés à notre pays par des relations d'interdépendance dans un secteur d'importance vitale, l'énergie, ne réalise ne serait-ce que 0,2% de ses IDE en Algérie.

Le fait que les pays de l'arc latin tirent une part importante de leurs approvisionnements énergétiques-et notamment gaziers- de l'Algérie, pays ayant consenti des investissements considérables [14] orientés, principalement, vers la satisfaction des besoins en énergie de l'Europe, n'a pas pour contrepartie des investissements et des transferts de technologie venant de « l'autre rive » de la Méditerranée.

Le point aveugle des approches de nos économistes

Le point aveugle des approches de nos économistes est l'ordre économique mondial considéré de fait comme un donné auquel il faut s'adapter « au mieux de nos avantages et de nos intérêts ».

Pourtant, braquer ses projecteurs sur cet ordre permettrait d'éclairer des aspects essentiels de « l'énigme » de la pauvreté de l'IDE en Algérie, notamment ceux liés aux questions : qui contrôle les prises de décision fondamentales dans l'économie mondiale ? Qui façonne la division internationale du travail et, plus généralement, l'organisation du monde [15] ?

Un des traits essentiels de l'ordre capitaliste mondial dominant actuel est ce qu'on a appelé la financiarisation qui a démultiplié la force d'attraction des placements financiers au détriment de la sphère de « l'économie réelle ». La recherche du profit maximum, c'est son inclination naturelle. Quel climat d'affaires pourrait l'en détourner pour le mettre en phase, par exemple, avec l'objectif de réindustrialisation de l'Algérie ? Quelle attractivité déployer pour « ces fortunes himalayennes (qui) se bâtirent en peu de temps ridiculisant les investissements en laboratoires ou en usines pour produits stupidement manufacturés » que stigmatise l'ex-président du CNPF, Yvon Gattaz. « Le monde des affaires, fait-il remarquer, qui était déjà passé de l'industrie au commerce, passe du commerce à la finance » [16].

Peut-il consentir à inscrire dans son agenda une « destination Algérie » qui aspire toujours à l'étape « industrie » ? N'est ce pas dans ce constat que se trouve l'explication des mécanismes de blocage du passage à une économie productive, à la diversification.

Comment prétendre prendre part, de surcroît dans une perspective optimiste de « gagnant-gagnant », à un jeu (économique mondial), dont non seulement les règles de fonctionnement nous échappent mais qui, de

plus, obéit structurellement à une commande centrale radicalement hors de notre portée ? « Les fantassins dans un régiment ne sont pas nécessairement conscients du sens des mouvements de celui-ci » [17]

Quelle influence peut exercer, en l'occurrence, l'« acteur » Algérie sur le taux de change du dollar ou sur le prime rate de la FED qui commandent le mouvement des capitaux et leur orientation à l'échelle mondiale, déterminant dans une grande mesure la hiérarchie des zones d'accumulation rentable et de profits maximum [18]

Lentement mais sûrement approche le jour où le produit intérieur brut (PIB) de la Chine sera plus grand que le PIB des Etats-Unis.

En 2010, le Brésil est devenu la 7ème économie du monde, devançant l'Italie.

La Russie est en passe de reconquérir son statut de puissance mondiale.

Le monde émergent est non seulement l'atelier et le grenier de la planète mais aussi son banquier. Une opportunité historique s'offre de s'émanciper des cadres d'analyse et des modèles occidentaux de référence du capitalisme.

Il reste à mettre la pensée économique algérienne à l'écoute de ces mouvements de fond qui permettront de nous libérer de l'attraction dévitalisante du modèle de référence, bien mal en point aujourd'hui, comme tout le monde le sait.

Alger le 21 mai 2014

Abdelatif Rebah

[raina](#)

Notes

[1] Cf. sur le Web : « Politiques de développement à l'heure du capitalisme cognitif » mis en ligne en octobre 2002 par Carlo Vercellone.

[2] La mondialisation est souvent présentée comme « une occasion à saisir » qui invite alors à « jouer le jeu ». C'était d'ailleurs le titre de l'Université d'été du MEDEF en 2007. Cf. Le Monde de l'innovation et de la compétitivité du 29 août 2007

[3] Ibidem.

[4] Même durant les années de « vaches maigres », les acquis commerciaux de ce pays n'ont pas été menacés. En 1994, les ventes françaises en Algérie ont progressé de 12% par rapport à 1993 et de 18% par rapport à 1990. Cf. Le Matin du 25 octobre 1995, citant le journal économique La Tribune Desfossés du même jour.

[5] Intervention de Arslan Chikaoui au séminaire Ubi-France Quai d'Orsay, Paris les 7 et 8 juillet 2009 : « L'Algérie à la croisée des chemins ».

[6] Idem.

[7] En 1993, les flux entrants, en provenance du monde entier, dans les pays de l'Europe de l'Est (PEE) ont été neuf fois plus grands que dans les pays du Maghreb et, en 1997, ils en représentaient le double. Quant aux flux entrants en provenance de France, les facteurs respectifs ont été de 2 et de 10. Cf. Article de Madeleine Andreff et Wladimir Andreff, L'Europe de l'Est concurrence-t-elle le Maghreb ? In Revue d'études comparatives Est-Ouest volume 32, n°2, 201, pp. 71 à 94, repris par Problèmes économiques n° 2749 du 20 Février 2002, pp.19 à 24.

[8] Cf. sur le Web : Les défis de la mondialisation pour les droits humains et les libertés fondamentales, conférence inaugurale des Journées strasbourgeoises 2004 prononcée par le Professeur Peter Leuprecht.

[9] L'ouverture, miroir aux alouettes, par Rolande Borrelly, in *El Watan* du 12 septembre 2006

[10] Qui inclut, outre les réseaux de communication et de télécommunications, l'école qui accueillera les enfants des investisseurs étrangers, les loisirs, en un mot la qualité de la vie. (Cf. *El Watan* du 16 février 2000).

[11] *Le Monde* du 27/12/1978

[12] <http://documents.irevues.inist.fr/h...>

[13] L'économiste Abdellatif Benachenhou, plutôt dubitatif, y fait indirectement allusion quand il s'interroge sur la possibilité « au XXIème siècle (de l') émergence et (de la) consolidation d'un capitalisme national, relativement autonome... ». (cf. Les entrepreneurs algériens Alpha Design, 2007, p.7).

[14] Selon Abdesslam Belaid, les investissements relatifs aux hydrocarbures ont généré au moins la moitié de la dette extérieure à la charge de l'Algérie à la fin de la décennie 1970. Cf. Document sur l'action du gouvernement Abdesslam Belaid Juillet 1992-Août 1993. Ahmed Benbitour signale, pour sa part, qu'entre 1970 et 1980, le stock de la dette extérieure a été multiplié par 17, passant de 0,95 milliards de dollars à 17,5 milliards de dollars tandis que le service de la dette a été multiplié par 84, passant de 0,05 milliards de dollars à 3,9 milliards de dollars. (Cf. Ahmed Benbitour, op. cité, p.57). Selon Abdellatif. Benachenhou, la crise de l'endettement extérieur du milieu des années 80 était due, en grande partie, aux grands projets d'hydrocarbures. Cf. *El Watan* du 26 janvier 2009. Comme le fait remarquer opportunément l'ex-ministre de l'Energie, Sadek Boussena, à propos des projets gaziers algériens des années 1960, « on a pris le risque seuls, l'endettement on l'a eu seuls, il nous a valu le passage par le FMI. » Cf. *El Watan* du 7 juin 2009.

A la fin de la décennie 1990, la dette extérieure à la charge de Sonatrach s'élevait à 4,3 milliards de dollars impliquant des remboursements de l'ordre de 500 millions de dollars par an. Cf. *El Khabar* du 7 janvier 2002.

[15] Selon la CNUCED, sur les 60 000 firmes transnationales (FTN) recensées par cette institution, les 100 premières totalisaient, en 2002, un chiffre d'affaires de près de 6 200 milliards de dollars pour un PIB mondial de 30 000 milliards de dollars environ.

[16] Cf. *Le Monde* du 4 avril 2009.

[17] Cf. Michel De Vroey ; La théorie économique est-elle au service du libéralisme ? in *Economies et Sociétés* repris dans *Problèmes économiques* n°2821 du 3 septembre 2003, p.8.

[18] Le modèle « social-démocrate » qui prétendait construire une variante européenne du capitalisme a fini par basculer du côté anglo-saxon, « ce sont les normes et les règles des plus forts qui ont pris le dessus », constatent des économistes français d'inspiration socio-libérale. Cf. *Le capitalisme est-il menacé*, L'Express, octobre 2005.

[19] *Le Monde* des 18/2/06 et 8/2/08